



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Système d'acquisition dynamique (SAD)

*Fourniture des premières Ressources Essentielles et
d'installations techniques post catastrophes
naturelles ou anthropiques.*

*Situation et Coordination d'Urgence d'Equipement
"RESCUE"*

DCE n° 2025/0301/EDA-DA

SOMMAIRE

1. Objet du Système d'acquisition dynamique (SAD)	4
2. Fonctionnement du sad	4
2.1 Durée du Système d'acquisition dynamique (SAD)	4
2.2 Fonctionnement du système d'acquisition dynamique	4
2.3 Catégories du Système d'acquisition dynamique	5
2.4 Bénéficiaires et lieux d'exécution du SAD	5
2.5 Modifications éventuelles du système d'acquisition dynamique	5
3. Documents Contractuels	6
3.1 Dispositions générales	6
3.2 Pièces contractuelles	6
4. Forme du marché spécifique	7
5. procédure de passation des marchés spécifiques	7
5.1 Priorités des pièces relatives aux marchés spécifiques	7
6. Durée du marché spécifique	7
7. Clause de réexamen	7
8. Résiliation	8
9. Prestations attendues	8
10. Livraison	9
10.1 Lieux de livraison	9
10.2 Emballage et étiquetage des marchandises dédiées à l'exportation par voie routière, aérienne ou maritime commerciale	9
10.3 Documents administratifs et douaniers à fournir	10
10.4 Produits soumis à la réglementation sur les marchandises dangereuses	10
11. Modalités financières	11
12. Modalités de commande	11
13. Modalités de facturation et de règlement	12
13.1 Présentation des factures	12
13.2 Envoi des factures	12
13.3 Règlement	13
13.4 Intérêts moratoires	13
13.5 Nantissement	13
13.6 Acomptes et avances	13
13.7 Réfaction des prix	13
13.8 Responsabilité du Titulaire	14
14. Vérification et admission	14
14.1 Vérification	14
14.2 Admission	14
14.3 Ajournement	14
14.4 Rejet	15

15. Confidentialité.....	15
15.1 Divulgence des informations	15
15.2 Obligation de non-divulgence.....	15
15.3 Protection des données personnelles	16
16. Pénalités.....	17
16.1 Dispositions communes	17
16.2 Pénalité de retard.....	17
17. Obligations du Titulaire	17
17.1 Obligation de résultat.....	17
17.2 Collaboration.....	17
17.3 Changement dans la situation du Titulaire	18
17.4 Responsabilité.....	18
17.5 Sous-Traitance	18
18. Différends et litiges	19

PARTIE 1 - SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Préambule

Par application des articles L 2125-1- 4° du code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique (SAD) est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateur(s) économique(s), pour des achats « sur étagère », ou permettre la présentation des offres ou leur sélection, selon des modalités particulières selon un processus ouvert et entièrement électronique.

Les marchés passés dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique sont des marchés spécifiques.

Les règles applicables au système d'acquisition dynamique et aux marchés spécifiques en découlant sont prévues aux articles R. 2162-37 à 51 du code de la commande publique.

1. OBJET DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) concerne la fourniture des premières ressources essentielles et/ou de tous autres équipements associés ou d'installations techniques ainsi que de prestations de maintenance associée dans le cas de situations d'urgence ou imprévues, post catastrophes naturelles ou anthropiques ou pour des emprises précaires, temporaires ou d'accès complexe. Il peut inclure des services annexes nécessaires.

Les marchés spécifiques issus du présent système d'acquisition dynamique répondent aux exigences suivantes :

- Les produits doivent présenter les mêmes caractéristiques que ceux présents sur le marché européen conformément aux exigences et normes définies dans les marchés spécifiques ;
- Les titulaires apportent une attention particulière à leur conditionnement et au respect des délais contractuels afin d'assurer la mise à disposition/livraison des commandes dans les conditions convenues avec les bénéficiaires ;
- Compte tenu du contexte géopolitique, l'origine des fournitures est susceptible de faire l'objet de restrictions voire d'interdictions. La liste des provenances interdites n'est pas figée et communiquée au cas par cas, dans chaque marché spécifique.

2. FONCTIONNEMENT DU SAD

2.1 Durée du Système d'acquisition dynamique (SAD)

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de soixante-douze (72) mois à compter de l'admission du premier fournisseur.

Il reste résiliable chaque année à sa date anniversaire.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe les fournisseurs sélectionnés deux (2) mois avant la date de fin de la période concernée.

Le système est ouvert, pendant toute sa durée de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Tout opérateur économique peut participer au système et ceci, pendant toute la durée de sa validité.

2.2 Fonctionnement du système d'acquisition dynamique

Le SAD se déroule en 2 phases comme suit :

Phase 1 : Référencement ouvert de candidats dans le SAD

- publication d'un avis d'appel à candidature et mise en ligne d'un dossier de consultation des entreprises ;
- admission des candidatures dans le SAD durant toute sa période de validité.

Phase 2 : Passation de marchés spécifiques

- lancement d'un marché spécifique à chaque apparition d'un besoin ;
- les candidats admis au SAD peuvent y répondre ;

- après analyse des offres, l'EdA attribue le marché spécifique.

2.3 Catégories du Système d'acquisition dynamique

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, tous les marchés résultant de la consultation sont des marchés spécifiques, ils sont subdivisés en plusieurs catégories, intitulées comme suit :

Catégorie d'achat 1 – Matériaux et structures de constructions
Catégorie d'achat 2 – Outillage et quincaillerie
Catégorie d'achat 3 – Infrastructure temporaire à déploiement rapide et autres besoins associés
Catégorie d'achat 4 – Equipement de protection Individuelle
Catégorie d'achat 5 – Equipement d'intervention de secours et autres besoins associés
Catégorie d'achat 6– Fournitures destinées à la santé et l'hygiène et autres besoins associés
Catégorie d'achat 7 – Solutions de surveillance et de sécurité avancée et autres besoins associés
Catégorie d'achat 8 – Solutions de survie et d'autonomie et autres besoins associés
Catégorie d'achat 9 – Gestion de l'environnement et traitement de l'eau
Catégorie d'achat 10 – Solutions de mobilité et logistique opérationnelle et autres besoins associés
Catégorie d'achat 11 – Matériel de décontamination des déchets
Catégorie d'achat 12 – Solutions d'alimentation en énergie provisoire et éclairage et autres besoins associés
Catégorie d'achat 13 – Autre solution d'urgence non listée dans les catégories 1 à 12

La description détaillée des fournitures et prestations attendues est précisée lors des consultations des marchés spécifiques.

2.4 Bénéficiaires et lieux d'exécution du SAD

Etablissement public à caractère commercial (EPIC), l'Econamat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du ministère des armées. L'Econamat des Armées constitue un opérateur de référence de la politique gouvernementale d'externalisation visant à recentrer les structures ministérielles et les armées vers leur cœur de métier. Ces derniers sont : l'approvisionnement des forces en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin, dans les locaux de la direction générale. L'établissement dispose de structures dispersées sur des sites en Outre-Mer et à l'étranger.

A ce titre, le SAD et les marchés spécifiques sur le fondement desquels ils sont conclus s'exécutent sans limite géographique particulière. Ainsi, les titulaires des marchés spécifiques peuvent être amenés à livrer les fournitures objet du présent SAD dans le monde entier.

2.5 Modifications éventuelles du système d'acquisition dynamique

Toute modification doit impérativement être approuvée expressément par les deux parties avant d'être applicable. Le système d'acquisition dynamique ainsi que les marchés spécifiques qui en découlent peuvent être réexaminés par voie d'acte de modification dans les cas suivants :

- la modification des adresses de livraison, si ce changement a une incidence sur le montant de la prestation ;
- des fournitures nouvelles nécessaires liées à l'objet du système d'acquisition dynamique ;
- d'autres modifications des clauses du système d'acquisition dynamique et des marchés spécifiques qui en découlent.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Dispositions générales

Les dispositions du système d'acquisition dynamique prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature des marchés spécifiques.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par les titulaires ne peut s'intégrer au système d'acquisition dynamique. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurants sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par le système d'acquisition dynamique visé.

Le système d'acquisition dynamique est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance concernant le système d'acquisition dynamique doit être rédigé en français.

3.2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du SAD sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- le présent Cahier des charges Particulières
- le cadre de réponse technique

PARTIE 2 – MARCHES SPECIFIQUES

4. FORME DU MARCHE SPECIFIQUE

Dans le cadre du système d'acquisition dynamique, les marchés spécifiques de fourniture et services annexes nécessaires sont mono-attributaires.

Les quantités et les maximums en valeur sont définis par le marché spécifique.

Le marché spécifique est un accord-cadre à bons de commande. Il suit les dispositions détaillées aux articles L 2125-1-4° et R. 2162-37 à 51 du code de la commande publique fixant les règles applicables aux marchés publics passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code de la commande publique.

5. PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

A chaque apparition d'un besoin, l'EdA invite l'ensemble des candidats admis dans le SAD, pour la catégorie correspondant au marché spécifique, à présenter une offre dans les conditions des articles R. 2144-8 et R. 2144-9 du Code de la commande publique.

5.1 Priorités des pièces relatives aux marchés spécifiques

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels propres au marché spécifique, sont constitués des éléments énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- La consultation lancée et les prescriptions techniques propres au MS,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures courantes et de services (ou CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Office du 1er avril 2021 n°0078, texte n°22 dans sa version consolidée à la date de publication du marché ; non fourni mais réputé parfaitement connu du Titulaire,

Sauf erreur manifeste, ces documents prévalent dans l'ordre susmentionné en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi. Toute modification non substantielle à ces documents peut faire l'objet d'un avenant, signé des deux parties.

6. DUREE DU MARCHE SPECIFIQUE

La durée de chaque marché spécifique est fixée dans les pièces contractuelles relatives au MS lancé.

7. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent SAD peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes en vertu de l'article R2194-2 et R2194-5 :

- Fournitures supplémentaires
- passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;

- modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire du SAD ou du marché spécifique à bons de commande concerné.

8. RESILIATION

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- dans les cas prévus aux articles 38 à 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du marché spécifique.

9. PRESTATIONS ATTENDUES

Dans le cadre de la prévention et de la gestion des situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles (inondations, séismes, tempêtes, etc.) ou d'autres situations imprévues, il est impératif de garantir l'approvisionnement rapide et efficace en fournitures essentielles.

Chaque marché spécifique a pour objectif de faciliter l'achat et/ou la location d'équipements et fournitures de premières ressources nécessaires à la protection, au secours et au soutien de personnes affectées.

Le descriptif de la catégorie d'achat est décrit dans les pièces contractuelles de chaque marché spécifique.

9.1.1 Catalogue :

Afin d'avoir une vision étendue, le titulaire met à disposition un catalogue accessible évolutif à l'EdA regroupant une sélection de produits susceptibles de répondre à des besoins ponctuels dans le cas de situations imprévues.

9.1.2 Méthodologie et organisation

Le titulaire est en mesure de mettre à disposition un ou plusieurs interlocuteurs dédiés ainsi qu'une organisation d'urgence ponctuelle distincte de sa structure habituelle, si cela s'avère nécessaire.

Les équipes dédiées sont qualifiées et formées, avec des compétences adaptées aux besoins du marché et les moyens logistiques permettent une mise en œuvre rapide et efficace

9.1.3 Capacités techniques et matérielles

Les prestations (fournitures, matériel, autres besoins) mises à disposition doivent être adaptées aux exigences du marché spécifique. Les fournitures demandées sont récentes et assurent la performance et la fiabilité.

Une organisation efficace permettant une gestion optimisée des ressources humaines.

Une disponibilité accrue des interlocuteurs dédiés, notamment en cas d'urgence ou de situations imprévues.

La mise en place d'un dispositif de formation continue et d'une gestion proactive des équipes renforce l'efficacité et l'engagement des collaborateurs.

9.1.4 Degré d'urgence

La notion d'urgence impérieuse, strictement encadrée par les textes, peut être utilisée dans le cas de catastrophes naturelles ou anthropiques. Dans ces cas, le titulaire doit pouvoir livrer ou mettre à disposition les fournitures demandées pour un départ en France ou Hors France entre 24 à 48 heures.

A titre d'exemple, les besoins non exhaustifs, dans le cas du cyclone Chido, à Mayotte ont été les suivants :

- Réfection de voies gravement endommagées,
- Consolidation de constructions menaçant de s'effondrer,
- Actions de secours aux personnes sinistrées (distribution de repas, d'eaux, ...),
- Rétablissement du fonctionnement des réseaux (eau, énergie...)
- Hébergement des forces (solutions modulables de restauration, d'hébergement, d'hospitalisation...)

D'autres besoins, nécessitent une réponse rapide et une mise à disposition avérée mais sans que le caractère soit nécessairement un danger immédiat, vital ou impérieux.

10. LIVRAISON

10.1 Lieux de livraison

L'adresse du lieu de livraison des fournitures est indiquée dans les pièces du marché spécifique ou dans le bon de commande.

La livraison partielle est acceptée, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Les bons de livraison doivent comporter :

- les coordonnées du titulaire ;
- la référence du marché spécifique ;
- la référence de la commande ;
- la destination et le « client final » ;
- la description des produits ;
- les codes produits ;
- les quantités par produit ;
- le poids brut des marchandises emballées ;
- le volume (en m3 ou dimensions des colis) ;
- le nombre de palettes ou colis ;
- la date de livraison.

Un exemplaire du bon de livraison est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur. Un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur au moment de la livraison.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut transfert de propriété des produits.

10.1.1 Délai de livraison

Le titulaire est tenu de respecter le délai de livraison contractualisé. Ce délai ne peut être ajusté qu'après l'accord du pouvoir adjudicateur.

Une attention particulière est demandée au titulaire sur le respect des délais de livraison afin d'assurer la mise à disposition/livraison des fournitures à destination finale (export).

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition/livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur. Cette information ne saurait décharger le titulaire de sa responsabilité et l'exonérer des pénalités de retard prévues à l'article 16 du présent CCP.

10.2 Emballage et étiquetage des marchandises dédiées à l'exportation par voie routière, aérienne ou maritime commerciale

Les suremballages et emballages de regroupement doivent présenter une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport sur de longues distances par voies routières, voies aérienne et maritime commerciales et le

stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions durant le transport et lors de la distribution des produits. Ils sont exempts de déchirures, de souillures et de toute altération susceptible d'affecter leur résistance et/ou de causer la perte des produits.

Le conditionnement des produits est effectué sur des palettes dites "perdues", propres, sèches, exemptes de défaut et aptes à supporter les charges, les contraintes lors du transport et les manipulations successives jusqu'à destination.

Le rangement sur la palette est effectué de façon à ce que les emballages ne dépassent pas de l'aplomb du plateau et que l'étiquetage sur le suremballage décrit ci-dessus soit visible sans déconditionnement de la palette.

Au final, la palette est filmée « noire » y compris les pieds de palette. Au minimum, deux épaisseurs de film sont exigées pour assurer un maintien correct de l'ensemble. La palette doit également être munie d'une coiffe ou d'un dispositif adapté afin de sécuriser la couche supérieure de la palette.

La palette ou le colis est identifié par une étiquette de format A4 sur laquelle figurent les informations communiquées au moment de la commande et au minimum les informations suivantes :

- destination et « client final », numéro de commande ;
- pays /ville de destination ;
- numéro de palette si l'envoi fait l'objet de palettes multiples, poids brut de la palette ;
- liste de colisage.

Cette étiquette est apposée sur au moins quatre faces de la palette ou du colis. Elle est incluse entre le tour de film de façon à être protégée des salissures, de l'humidité et de l'arrachage. Les indications sont lisibles par l'utilisation d'une police adaptée.

10.3 Documents administratifs et douaniers à fournir

Par anticipation et au plus tard le jour de la livraison, le titulaire s'engage à fournir par courrier électronique l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'exportation et au dédouanement des produits, qui sont notamment :

- la liste de colisage ;
- la facture des produits (sous format txt ou excel) ;
- tous les documents douaniers et logistiques et les documents d'accompagnement commerciaux nécessaires à l'exportation de produits ;
- les certificats d'origine ou de conformité ;
- plus généralement, tout document nécessaire aux opérations de douane et d'exportation.

Ces mêmes documents sont transmis au pouvoir adjudicateur avec la facture originale dans les 48 heures qui suivent la livraison.

Certaines destinations nécessitent une gestion de documents spécifiques qui s'ajoutent aux documents d'exportation.

10.4 Produits soumis à la réglementation sur les marchandises dangereuses

Le titulaire a l'obligation d'identifier les produits soumis à la réglementation sur le transport de marchandises dangereuses. Les règles édictées pour le transport du produit figurent dans le paragraphe 14 de la fiche de sécurité (FDS).

Il fournit à l'EdA un fichier comprenant :

- les différentes références du produit (codification titulaire, codification EdA, code EAN) ;
- l'appellation commerciale du produit ;
- sa contenance, son poids brut et son poids net ;
- les caractéristiques de l'emballage de regroupement (poids brut, dimensions, étiquetage) ;
- le code UN du produit ;
- la fiche de données de sécurité (FDS) à jour.

11. MODALITES FINANCIERES

Les prix des fournitures et services annexes, objet du marché spécifique, sont unitaires, franco France métropole, en euros hors taxes, avec au plus deux décimales.

Les prix sont fixés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement de chaque marché spécifique.

Les prix comprennent :

- L'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- Le conditionnement et l'emballage des produits adaptés pour un export par voie commerciale aérienne (VAC) et voie commerciale maritime (VMC), voie routière (VR) ou de combinaison de plusieurs modes de transport ; ceci inclut le surcoût lié à un emballage spécifique pour les éventuels produits dangereux.
- La livraison des produits aux adresses indiquées après notification dans le cadre de la mise en place du marché. Ces adresses sont situées en Ile de France ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits.

Dans le cas d'un marché spécifique dépassant une période de 12 mois, les conditions de révision de prix sont fixées par les documents du marché spécifique.

Les fournitures et services annexes, objets du présent système d'acquisition dynamique, peuvent être destinées à l'export ; en conséquence, elles sont exonérées de TVA.

12. MODALITES DE COMMANDE

Les prestations s'exécutent par émission et transmission au Titulaire de bons de commande / ordres de service émis par l'EdA en fonction de ses besoins.

En cas de groupement d'entreprises, ces bons de commande / ordres de service sont transmis au mandataire du groupement.

Les ordres de service ou bons de commande sont transmis au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la transmission.

Aucune commande par téléphone ne doit être prise en compte par le Titulaire. Toute commande passée sous un autre format que celui du progiciel de gestion Finances et Achats (PICO) doit être refusée par le Titulaire sous peine de voir sa facture rejetée.

Les bons de commande ou ordres de service générés par PICO comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché spécifique ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ou les références du marché simple ;
- la destination et le « client final » ;
- la description des produits ;
- les codes produits ;
- les quantités commandées ;
- les prix unitaires en euros HT ;
- le montant total du bon de commande ou du marché simple en euros HT ;
- la date de livraison attendue, conformément au délai contractualisé ;
- le lieu de livraison/mise à disposition ;
- L'adresse de facturation ;

12.1.1 Confirmation de commande

Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures avec les informations suivantes :

- un délai de livraison de la marchandise ;
- un état quantitatif de la commande ;
- une estimation du poids et du volume ;

- les codes douaniers de tous les produits.

12.1.2 Principe de non exclusivité

Le marché spécifique est conclu à titre non exclusif. L'acheteur se réserve le droit de recourir à d'autres opérateurs économiques, pour des équipements, matériels ou prestations similaires couvertes par un marché spécifique. Ce recours peut intervenir dans des situations d'urgence, en cas de besoin spécifique, de délais incompatibles avec ceux prévus contractuellement ou lorsque des considérations techniques ou économiques le justifient.

12.1.3 Produits de Substitution

Dans l'hypothèse, où le produit, objet du marché spécifique, ne peut être fourni par le titulaire, ce dernier en informe l'EdA dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de la réception du bon de commande. Dans la mesure du possible, il propose à l'EdA un produit de substitution de qualité et à un prix équivalent.

L'EdA se réserve le droit d'accepter ou de refuser le produit de substitution.

Compte tenu du contexte géopolitique, l'origine des fournitures est susceptible de faire l'objet de restrictions voire d'interdictions. La liste des provenances interdites n'est pas figée et sera communiquée au cas par cas, dans chaque marché spécifique.

13. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

13.1 Présentation des factures

Conformément à l'article L2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>).

Les factures mentionnent les informations prévues aux articles L 441-3, R123-237 et 238 du Code de commerce et aux dispositions du code des impôts :

- les nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro d'engagement juridique le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DIO_GEN ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC. de la commande, le cas échéant ;

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de la façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures, par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur, est allongé et la mise en règlement est retardée.

13.2 Envoi des factures

Le Titulaire transmet le(s) facture(s) de manière électronique via chorus-pro. Seule la date de réception sur cette plateforme fait courir le délai de paiement (et non la date de réception de la copie de facture sur les courriels de L'EdA).

Ce portail mis à disposition par l'État permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées sont déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Cette solution est gratuite et sécurisée. La procédure est décrite dans le lien ci-dessous :

<https://www.Afpa.fr/actualites/procedure-relative-a-la-dematerialisation-des-factures-Afpa-epic>

13.3 Règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur, au profit du seul compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles L2192-10, L2192-13 à L2192-14, R2192-10 à R2192-15 du Cde de la commande publique, le délai maximum de paiement prévu au titre du présent marché est de trente (30) jours à compter de la date de réception d'une facture conforme.

Si les justificatifs présentés par le titulaire du marché spécifique visé ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 13.1 du CCP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

13.4 Intérêts moratoires

A défaut de paiement dans un délai de trente (30) jours maximums à compter de la fin de la décade de livraison, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

13.5 Nantissement

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise du marché spécifique en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution du marché spécifique par l'établissement cessionnaire.

13.6 Acomptes et avances

Les modalités de versement des acomptes et avances sont précisées au stade des marchés spécifiques

13.7 Réfaction des prix

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et convenue contradictoirement par les parties. La décision de réfaction doit être motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

La réfaction du prix est appliquée à hauteur de la non-conformité pouvant aller jusqu'à 15 % du montant de la livraison litigieuse en cas de mauvaise qualité des marchandises.

En cas de produit non livré ou non admis, celui-ci n'est pas payé.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours à compter de la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission des fournitures est réputée sans réfaction.

La réfaction du prix est actée par écrit.

13.8 Responsabilité du Titulaire

Les modalités de transfert de propriété entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont définies au cas par cas dans les marchés spécifiques.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts, le montant garanti et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

14. VERIFICATION ET ADMISSION

14.1 Vérification

La vérification à réception est quantitative et qualitative. Les modalités de vérification peuvent être ajustées dans chaque marché spécifique.

Les opérations de vérification peuvent s'effectuer dans les locaux du titulaire avant mise en conteneur et/ou avant expédition des produits chez le transitaire et/ou sur le lieu de destination final. Les délais d'acceptation peuvent varier suivant la destination et le mode de mise à disposition. Les opérations de vérification réalisées sont les suivantes :

- vérification qualitative : conformité bons de commande et bons de livraison, contrôle de l'aspect extérieur des colis, nombre de colis, contrôle lors de la première utilisation.
- vérification quantitative : conformité quantité facturée / quantité livrée.

Le délai de déclaration d'un litige est variable. Il doit tenir compte de la durée d'acheminement vers le lieu de livraison finale. La vérification qualitative se fait à la première utilisation dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception chez le client final ; les produits sont réputés acceptés à défaut de réclamation pendant le délai susmentionné.

En cas de non-conformité, une déclaration de litige est réalisée.

Conformément aux dispositions de l'article 30.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les produits non conformes. Lorsque ce délai est écoulé, ces derniers sont détruits ou évacués par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Dans le cas d'une destruction, un certificat de destruction est réalisé et une demande d'avis est demandée au titulaire comprenant notamment ces frais. Les modalités de retour peuvent être ajustées dans le cadre des marchés spécifiques par dérogation au CCAG/FCS.

14.2 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous-réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison.

L'admission des fournitures entraîne le transfert de leur propriété au pouvoir adjudicateur. Si la remise des fournitures au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à la remise effective les obligations du dépositaire.

14.3 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider de prendre une décision (motivée) d'ajournement des fournitures. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les fournitures conformes aux dispositions du présent marché, dans un délai de quinze (15) jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur prend une décision de rejet dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours susmentionnés.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet.

Par la suite, d'autres décisions d'ajournement peuvent être prises aussi longtemps que les fournitures demeurent non-conformes.

14.4 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises et ne permettent ni un ajournement, ni une réfaction de prix, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire

15. CONFIDENTIALITE

15.1 Divulgarion des informations

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché spécifique, a reçu communication ou a eu connaissance, à titre confidentiel, d'informations est tenu de maintenir confidentielles ces informations, sans qu'il soit besoin d'explicitier au coup par coup leur caractère confidentiel par l'apposition des timbres réglementaires ou mentions adéquates.

15.1.1 Informations confidentielles

On entend par « Informations confidentielles » toutes informations, renseignements, connaissances, documents, données ou objets quelconques de toute nature, notamment intellectuelle, technique, scientifique, contractuelle, financière, économique et/ou commerciale communiqués par l'EdA et/ou son client au titulaire du présent marché spécifique ou portées à la connaissance de celui-ci sous quelque forme que ce soit, par écrit ou par oral, par tout moyen et notamment :

- l'ensemble des éléments du marché spécifique et du système d'acquisition dynamique sur le fondement duquel il est conclu ;
- toutes informations couvertes ou non par un droit de propriété intellectuelle, notamment relatives aux plans, logiciels, produits, études, analyses, projets, systèmes, méthodes, processus, savoir-faire, développés par l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations économiques, commerciales, sociales, organisationnelles concernant l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations relatives aux clients de l'EdA, à la localisation et à la configuration technique des sites à couvrir et plus généralement toutes informations se rapportant aux besoins à satisfaire ;
- toutes informations relatives aux données personnelles des personnels militaires et civils pouvant être communiquées pour satisfaire lesdits besoins, telles que définies par la réglementation française et européenne en vigueur ;
- ainsi que les discussions objet de la présente clause, communiquées par quelque moyen que ce soit sur quelque support que ce soit. La détermination du caractère confidentiel des informations susmentionnées peut résulter, notamment, de l'apposition de toute mention appropriée de confidentialité sur les documents dans lesquels apparaîtront lesdites informations.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles toutes informations pour lesquelles le titulaire d'un marché spécifique peut apporter la preuve :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- qu'elles lui sont déjà connues ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restrictions, ni violations par ce tiers d'une obligation de confidentialité envers l'EdA et/ou ses clients.

15.2 Obligation de non-divulgarion

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, totalement ou partiellement, les « Informations Confidentielles » et à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer leur confidentialité. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les personnes ayant qualité pour en connaître peuvent, de manière limitative, être :

- un tiers auquel la communication a été autorisée préalablement et par écrit par l'EdA, à condition que ce tiers s'engage à se soumettre aux présentes obligations de non divulgation ;
- le personnel du titulaire ;
- le sous-traitant du titulaire et son personnel.

Le titulaire reste responsable envers l'EdA et son client du respect par ces personnes desdites obligations et se porte fort de leur exécution, qu'importe le titre auquel ces personnes ont reçu communication de ces informations.

Cette communication s'opère uniquement lorsqu'elle s'avère strictement nécessaire à l'exécution du présent marché spécifique.

Le titulaire s'engage notamment :

- à conserver et à traiter ces informations confidentielles en respectant un niveau de protection et de précaution conforme aux règles et usages de sa profession ;
- à n'utiliser les informations confidentielles que dans le cadre de l'exécution du marché spécifique et, d'une manière générale, à ne pas les utiliser au détriment de l'EdA et/ou de son client ;
- à communiquer à l'EdA, le plus rapidement possible, toute requête qu'il aurait reçue d'un tiers demandant la divulgation des informations confidentielles ;
- à détruire les informations confidentielles dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché spécifique et à supprimer immédiatement à la demande de l'EdA tout support sur lesquels elles seraient fixées; le titulaire d'un marché spécifique s'obligeant dans ce dernier cas, à cesser immédiatement toute utilisation des informations confidentielles concernées ;
- à confirmer à l'EdA à première demande et par écrit que les dispositions ci-dessus sont remplies.

Sans préjudice de son obligation de non divulgation, le titulaire peut transmettre les informations confidentielles dans les cas suivants :

- l'utilisation ou la divulgation des informations confidentielles a été autorisée par écrit par l'EdA;
- le titulaire d'un marché spécifique de bonne foi était en possession desdites informations confidentielles avant la date de communication par l'EdA et/ou son client, ceci pouvant être démontré par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;

Les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un décret, d'un règlement ou d'une décision de justice ; mais ce, uniquement pour la partie des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer l'EdA préalablement à toute divulgation.

15.3 Protection des données personnelles

Le titulaire, en tant que sous-traitant des données personnelles, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel dans le cadre de l'exécution du marché spécifique.

Il doit, dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Il doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès et n'en prennent copie ni ne les utilisent pour d'autres finalités que la réalisation de l'objet de l'accord-cadre. Il veille également à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour encadrer le traitement de ces données.

Le pouvoir adjudicateur, en tant que Responsable de traitement, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel dont il demeure seul responsable, et en supervise la mise en œuvre.

Le titulaire doit veiller, par ailleurs, à choisir ses sous-traitants avec diligence et prêter une attention particulière à la réputation, à l'expérience en matière de fourniture des services sous-traités et au caractère adéquat des mesures techniques et organisationnelles mises en place.

16. PENALITES

16.1 Dispositions communes

Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite de 20 % du montant HT du bon de commande.

Les pénalités sont facturées par notes de débit établies, sans mise en demeure préalable. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire sans remettre en question la clause de résiliation du marché spécifique aux torts du titulaire.

Les autres clauses de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent, notamment l'article 14.3 du CCAG-FCS relatif aux pénalités en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

16.2 Pénalité de retard

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré .

17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

17.1 Obligation de résultat

Par l'obligation de résultat, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, afin d'atteindre l'objectif fixé et de garantir à l'EdA, la réalisation du résultat escompté. Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

17.2 Collaboration

Le Titulaire s'engage à travailler non seulement avec les personnels du bénéficiaire final du marché spécifique mais également avec tout intervenant, de manière à ce que la cohérence, la ponctualité et la pérennité des projets à la réalisation desquels ils concourent soient respectées.

À ce titre, le Titulaire s'engage à :

- collaborer loyalement avec tous les intervenants parties-prenantes sur les projets sur lesquels ils interviennent ;
- veiller à ce que les prestations réalisées ne remettent pas en cause la cohérence de l'ensemble des projets ou produits objets de leurs missions et notamment fassent obstacle aux missions éventuellement confiées aux autres intervenants ;
- coopérer avec tout intervenant de façon à échanger les informations nécessaires ;
- participer de manière active à toutes les instances organisationnelles présentes et futures les concernant et pour lesquelles sa présence est requise ;
- établir un tableau de bord de ses prestations et fournitures et le communiquer aux destinataires désignés et selon une fréquence déterminée ;
- procéder dans les délais à toutes les corrections/réparations destinées à permettre le bon déroulement du projet ou du service à la réalisation duquel il concourt ;
- fournir les conseils d'accompagnement et d'environnement pour l'exécution correcte du projet ou du service en cause.

La prestation est exécutée sous l'entière responsabilité du Titulaire qui doit se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent Cahier des Clauses Particulières pour l'exécution des prestations,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité, de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale et législation relative à la sous-traitance,
- À l'ensemble des mesures de sécurité définies dans le protocole de sécurité établi.
- A la réglementation relative au travail dissimulé par laquelle le Titulaire du marché doit impérativement fournir à l'EdA tous les six mois à compter de la date de notification et pendant toute la durée du marché, les pièces énumérées aux articles D.8222-5 et suivants du code du travail justifiant qu'il a satisfait à ses obligations légales.

Le défaut ou le refus de production des documents exigés par la législation en vigueur entraînera une information aux autorités compétentes, sans préjuger des conséquences que l'EdA pourrait en tirer en ce qui concerne la poursuite de l'exécution du marché.

17.3 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer immédiatement à la Direction des Achats de l'EdA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il se présente,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à ses coordonnées bancaires.

À cet effet, le Titulaire fait parvenir à la Direction des Achats de l'EDA, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

17.4 Responsabilité

Le Titulaire exerce son activité à ses risques et périls. À ce titre, il assume la totalité des risques liés à l'exploitation de son activité, à sa présence ou à celle de ses collaborateurs permanents ou occasionnels, y compris ses sous-traitants.

Le Titulaire est donc responsable des dommages de toute nature, corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution des prestations objets du présent Marché, seraient causés à l'EDA ou aux tiers, y compris pour les dommages subis par les locaux occupés pour les besoins de la prestation.

17.5 Sous-Traitance

Conformément à l'article L. 2193-3 du CCP, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché. La sous-traitance ne peut donc en aucun cas concerner la totalité du présent marché mais est ouverte pour les prestations de services annexes nécessaires.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations qu'à condition d'avoir obtenu par le maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser à la personne responsable du contrat à l'EdA, par courriel, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et comportant une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- En annexe à la déclaration de sous-traitance, les documents suivants concernant le sous-traitant :
 - L'avis de situation au répertoire SIRENE datant de moins de 3 mois,
 - Les certificats d'assurance en cours de validité (Responsabilité Civile Professionnelle et Garantie Décennale),
 - Les agréments, qualifications professionnelles et références relatifs aux missions sous-traitées,
 - L'attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
 - La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail,
 - Le RIB ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour les sous-traitants établis hors de France, le titulaire joint une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du code du travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-2 est exigée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par l'acte spécial signé par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître de l'ouvrage est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

En cas de recours à la sous-traitance par le titulaire, l'EdA souhaiterait qu'il la limite au rang 1.

18. DIFFERENDS ET LITIGES

Le présent contrat est soumis à l'application de la loi française.

En cas de litige relatif au présent contrat, qui viendrait à naître entre les Parties, à propos de sa validité, de son exécution, de son interprétation ou de sa résiliation, les Parties s'engagent à coopérer avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable.

Les contestations pouvant survenir entre l'EdA et le Titulaire ne libèrent pas ce dernier, en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, de son obligation d'exécuter les prestations, objet du contrat.

Si toutefois, aucun accord n'est trouvé dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception d'un courrier notifiant à l'autre Partie l'existence du différend.

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Montreuil est compétent :

Tribunal Administratif de Montreuil
7 Rue Catherine Puig - 93100 Montreuil
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr